



14/15 décembre 2021 : une grève historique dans l'éducation populaire

lundi 21 mars 2022, par [Bariaud](#)

ACTUALITÉ

14/15 DÉCEMBRE 2021 : UNE GRÈVE HISTORIQUE DANS L'ÉDUCATION POPULAIRE

Absence de reconnaissance des métiers, mise en concurrence des associations, marchandisation, précarité, temps partiels et coupures imposés, minima conventionnels en dessous du SMIC, sous effectifs : les raisons de la colère sont nombreuses, dans le secteur très largement féminisé qu'est l'éducation populaire.

Un nouveau contexte

L'année 2021 a vu se multiplier des luttes locales, mais aussi la création d'un réseau, France Animation en Lutte (FAEL), par des syndiqué·es du secteur et des non syndiqué·es, qui a servi de catalyseur pour initier une intersyndicale de lutte (FERC et FDSP CGT, Sud, CNT, rejoint par FSU et CNT SO). Parallèlement, la CGT et SUD sont devenus majoritaires dans la branche ÉCLAT à l'issue du dernier cycle électoral et ont donc la possibilité désormais de bloquer des accords défavorables aux salarié·es.

La construction d'un mouvement public privé

Fort du constat que la lutte contre la précarité était une priorité tant pour les animateurs et animatrices du public que du privé, l'intersyndicale structurée autour de FAEL, a travaillé à la construction d'un mouvement public/privé. Première étape : un appel à la grève les 14 et 15 décembre. La FERC CGT et la FDSP CGT y ont joué un rôle déterminant, en appuyant également sur la mobilisation du réseau interprofessionnel CGT, associé en amont à la construction des initiatives



en territoires, sous la forme notamment de rassemblements devant les préfectures, les mairies, les rectoires. Les syndicats CGT Educ pop Éclat déjà existants ou en construction ont joué un rôle déterminant dans l'organisation de la lutte : appel à des AG, envoi de matériel de mobilisation aux périscolaires, totem des associations, dépôt et organisation des rassemblements... tout cela prend du temps et a nécessité un investissement conséquent dans un secteur encore très peu syndiqué !

Un appel largement suivi

Le FERC CGT a articulé le travail dans le cadre de l'intersyndicale autour de FAEL et un travail commun avec la Fédération des services publics CGT. Cette pratique unitaire a eu un effet très positif et a eu un écho très fort dans la profession : le secteur Educ pop ÉCLAT de la FERC a été sollicité par de très nombreux salarié·es du secteur souhaitant s'inscrire dans la lutte, pour des conseils ou pour être accompagné·es dans leur dynamique d'auto-organisation locale. Pour beaucoup, c'était la première grève et le premier contact avec le syndicalisme, la première manifestation ! Le projet de créer des syndicats départementaux



Des perspectives

D'autres initiatives portées par l'intersyndicale ont eu lieu depuis pour les collégiés (27 janvier, 6 février pour la CPEP). La semaine du 8 mars, l'intersyndicale s'inscrit dans l'appel à la grève féministe et appelle à prolonger l'action jusqu'au 11 mars. L'objectif est de faire entendre la voix des travailleuses, de renvoyer l'État, les collectivités et les employeurs à leurs responsabilités et de conquérir de nouveaux droits. Plus globalement, l'enjeu est d'engager dans la durée ce secteur largement sous syndiqué.

Le secteur Educ pop ÉCLAT a aussi rencontré un large enthousiasme à cette occasion.

Le 14 et le 15 décembre, des centaines d'associations, centres de loisirs, structures d'éducation populaire ont été touchées sur tout le territoire, signe d'une grève passante. Si les manifestations ont été modestes, le signal envoyé aux financeurs publics et aux employeurs, publics comme privés, a été majeur et pour une fois, le mouvement a fait l'objet d'une large médiatisation.

07

Les Lignes N°119 - mars 2022



Absence de reconnaissance des métiers, mise en concurrence des associations, marchandisation, précarité, temps partiels et coupures imposés, minima conventionnels en dessous du SMIC, sous effectifs : les raisons de la colère sont nombreuses, dans le secteur très largement féminisé qu'est l'éducation populaire.

Un nouveau contexte

L'année 2021 a vu se multiplier des luttes locales, mais aussi la création d'un réseau, France Animation en Lutte (FAEL), par des syndiqué·es du secteur et des non syndiqué·es, qui a servi de catalyseur pour initier une intersyndicale de lutte (FERC et FDSP CGT, Sud, CNT, rejoint par FSU et CNT SO). Parallèlement, la CGT et SUD sont devenus majoritaires dans la branche ÉCLAT à l'issue du dernier cycle électoral et ont donc la possibilité désormais de bloquer des accords défavorables aux salarié·es.

La construction d'un mouvement public privé

Fort du constat que la lutte contre la précarité était une priorité tant pour les animateurs et animatrices

du public que du privé, l'intersyndicale structurée autour de FAEL a travaillé à la construction d'un mouvement public/privé. Première étape : un appel à la grève les 14 et 15 décembre. La FERC CGT et la FDSP CGT y ont joué un rôle déterminant, en s'appuyant également sur la mobilisation du réseau interprofessionnel CGT, associé en amont à la construction des initiatives en territoires, sous la forme notamment de rassemblements devant les préfectures, les mairies, les rectorats. Les syndicats CGT Éduc pop Éclat déjà existants ou en construction ont joué un rôle déterminant dans l'organisation de la lutte : appel à des AG, envoi de matériel de mobilisation aux périscolaires, tournées des associations, dépôt et organisation des rassemblements... tout cela prend du temps et a nécessité un investissement conséquent dans un secteur encore très peu syndiqué !

Un appel largement suivi

La FERC CGT a articulé le travail dans le cadre de l'intersyndicale autour de FAEL et un travail commun avec la fédération des services publics CGT. Cette pratique unitaire a eu un effet très positif et a eu un écho très fort dans la profession : le secteur Éduc pop ÉCLAT de la FERC a été sollicité par de très nombreux salarié·es du secteur souhaitant s'inscrire dans la lutte, pour des conseils ou pour être accompagné·es dans leur dynamique d'auto-organisation locale. Pour beaucoup, c'était la première grève et le premier contact avec le syndicalisme, la première manifestation ! Le projet de créer des syndicats départementaux Éduc'pop ÉCLAT a aussi rencontré un large enthousiasme à cette occasion.

Le 14 et le 15 décembre, des centaines d'accueils de loisirs périscolaires, centres de loisirs, structures d'éducation populaire ont été fermés sur tout le territoire, signe d'une grève puissante. Si les manifestations ont été modestes, le signal envoyé aux financeur·ses publics et aux employeur·ses, publics comme privés, a été majeur et pour une fois, le mouvement a fait l'objet d'une large médiatisation.

Des perspectives

D'autres initiatives portées par l'intersyndicale ont eu lieu depuis pour les salaires (27 janvier, 8 février pour la CPPNI). La semaine du 8 mars, l'intersyndicale s'inscrira dans l'appel à la grève féministe et appel à prolonger l'action jusqu'au 11 mars. L'objectif est de faire entendre la voix des travailleur·ses, de renvoyer l'État, les collectivités et les employeur·ses à leurs responsabilités et de conquérir de nouveaux droits. Plus globalement, l'enjeu est d'organiser dans la durée ce secteur largement sous syndiqué.